

Les louvoisements de Genève agacent

COVID Le canton n'a pas signé le communiqué conjoint des Romands appelant le Conseil fédéral à adoucir les nouvelles mesures envisagées. Une posture incompréhensible qui provoque critiques et spéculations

LAURE LUGON ZUGRAVU

@LaureLugon

Six cantons romands... et Genève. Mercredi, la République s'est notoirement distinguée en ne signant pas le communiqué commun des cantons latins qui exprimait leur désaccord quant à l'ampleur des nouvelles mesures prévues par Berne et l'absence de concertation. Une surprise, puisque Genève avait annoncé l'ouverture des restaurants ce jeudi. Mais c'est devant la raison invoquée par le Conseil d'Etat qu'à la surprise a succédé la stupéfaction. Le gouvernement a en effet indiqué qu'il «n'aime pas travailler dans la précipitation» et qu'il était en séance lorsque l'ébauche de communiqué lui est parvenue. Farfelu au mieux, consternant au pire, pour la population et une partie de la classe politique.

«Les ministres travaillent jour et nuit»

Pourtant, lorsque Alain Berset signalait son grand retour, mardi, par un arsenal de mesures draconiennes devant l'incurie de certains cantons alémaniques, Genève, tout comme ses alter ego romands, paraissait au bord de la crise de nerfs. Alors que les restaurants et les lieux culturels étaient promis à la réouverture, voilà que le patron de la Santé venait siffler la fin de la récréation avant même qu'elle ne débute. Fidèle à son habitude, Mauro Poggia a tapé du poing sur la table, au 19.30 de la RTS, fustigeant le mépris du Conseil fédéral pour les cantons romands. Une attitude qui relève davantage de la démagogie, puisqu'il n'a pas répondu avec la même véhémence à la question de savoir si Genève allait réellement faire savoir son mécontentement à Berne. Et pour cause: le canton ne l'a pas fait. En tout cas pas formellement en s'associant à ce communiqué.

Interrogée sur les raisons de cette absence remarquée, la présidente du Conseil d'Etat, Anne Emery-Torracinta, n'en dit pas un mot. Se-

Mauro Poggia a tapé du poing sur la table... mais Genève n'a pas rejoint les cantons romands pour exprimer leur mécontentement à Berne. (MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

bornant à réitérer que Genève n'entend pas se lancer dans une polémique, que le canton est sur la même ligne que les autres, qu'il n'est pas contre une harmonisation des pratiques au niveau fédéral mais que cela a péché sur la forme. Et d'insister sur la nécessité de compensations financières.

Si les six autres cantons se gardent bien de mettre de l'huile sur le feu, le conseiller d'Etat vaudois Philippe Leuba, lui, a précisé à la RTS, taclant subtilement Genève au passage: «La concertation a débuté à 2h16 ce matin, et je rends hommage au conseiller d'Etat neuchâtelois Jean-Nathanaël Karakash, qui m'a répondu à 2h22. C'est dire si les ministres de la Santé et de l'Economie travaillent jour et nuit pour faire

valoir leur position.» Un peu plus loin, il note le fait que si Genève ne s'associe pas à la démarche commune, «c'est regrettable, mais pas insurmontable, et finalement secondaire», en regard de l'inédite capacité des Romands à se fédérer.

«Quand on est consulté, on se fait entendre»

Genève remise à sa place, reste l'incompréhension intra-muros. Que signifie cette nouvelle dissonance? «Quand on est consulté, on se fait entendre, et pas seulement à la télévision», assène le député PLR Vincent Subilia. La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, dont il est directeur, a donc pris la plume pour manifester au Conseil fédéral

son vif désaccord avec ces mesures et alerter les parlementaires. Pour le socialiste Thomas Wenger, «Genève aurait dû participer à cette communication, car il est indispensable que les Romands soient alignés et montrent force et cohésion vis-à-vis de la Confédération. En outre, comme député, je ne peux pas entendre l'argument du manque de temps.»

L'excuse du Conseil d'Etat serait-il un fallacieux prétexte? Certains ne sont pas loin de penser: «Le Conseil d'Etat a une curieuse conception des priorités, tant on ne voit pas ce qui objectivement l'empêchait de signer cette position commune. Mais à entendre Mauro Poggia, on a le sentiment qu'il est favorable aux mesures du Conseil fédéral et n'en-

tend pas se battre contre elles», note le député PLR Murat Alder. Autrement dit, le gouvernement genevois n'aurait pas signé ce communiqué parce qu'il serait, au fond, soulagé du tour de vis opéré par Alain Berset. Homme fort du gouvernement et ministre de la Santé, Mauro Poggia imprime sans aucun doute son rythme au colloque, malgré les efforts de Nathalie Fontanet pour faire entendre la voix de l'économie.

De plus, le gouvernement est empêtré dans les nouveaux rebondissements de l'affaire Maudet – un rapport de diagnostic sur son département qui a provoqué sa mise à l'écart. Mercredi, le Conseil d'Etat s'est longuement étalé sur la question, alors que les yeux des citoyens genevois étaient proba-

blement tournés ailleurs: «Pierre Maudet polarise l'attention. C'est certes important, mais il y a des problèmes autrement plus urgents aujourd'hui», résume Vincent Subilia.

«A entendre Mauro Poggia, on a le sentiment qu'il est favorable aux mesures du Conseil fédéral et n'entend pas se battre contre elles»

MURAT ALDER, DÉPUTÉ PLR

De son côté, le conseiller national Christian Lüscher, s'il met au crédit du gouvernement genevois d'être très actif sur les questions sanitaires et économiques, se dit surpris «qu'il n'ait pas fait une pause durant sa séance ordinaire pour adhérer au communiqué commun, alors même que c'est le sujet de la semaine». La conseillère nationale UDC Céline Amaudruz, sidérée elle aussi, estime «qu'il aurait pu au moins utiliser les élus bernois comme relais afin d'adopter une position constructive pour Genève». Elle déplore aussi une attitude «qui laisse libre cours aux spéculations, ce qui est regrettable».

Car si la colère genevoise paraissait identique à celle des Romands mardi, le doute quant à sa véracité s'est immiscé dès le lendemain. D'autant plus que la ville a fait ce que le canton n'a pas réussi à faire. Dans une lettre à la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, Genève et Lausanne s'associent pour manifester leur désaccord devant des mesures aussi restrictives imposées aux cantons romands. Cocasse. ■

